



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Projet-de-loi-sur-les-mines-l-APNQL-interpelle-la-premiere-ministre>

Projet de loi sur les mines : l'APNQL interpelle la première ministre

- Communiqués -



Date de mise en ligne : jeudi 30 mai 2013

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

WENDAKE, QC, le 30 mai 2013 - Le projet de loi sur les mines déposé par le gouvernement du Québec est un affront majeur aux droits des Premières Nations. Le projet de loi de la ministre Ouellet ne tient aucun compte des enjeux sur le territoire et les ressources mis de l'avant par l'APNQL.

« La Constitution du Canada reconnaît des droits aux Premières Nations, pas aux MRC. Que cela lui plaise ou non, le gouvernement provincial doit s'y conformer et faire face à ses obligations », déclare Ghislain Picard, chef de l'APNQL.

« La cogestion et la conservation du territoire, la consultation en vue de l'accommodement des parties et le partage des redevances sur le territoire sont pour les Premières Nations des enjeux incontournables. Nous ne lâcherons jamais là-dessus », ajoute le chef Picard.

Ces enjeux fondamentaux des Premières Nations, que le projet loi sur les mines déposé par la ministre Ouellet ignore totalement, ont pourtant été présentés officiellement à la première ministre et à plusieurs membres de son gouvernement, dont la ministre Ouellet, au cours du Sommet sur les territoires et les ressources tenu par l'APNQL à Montréal le 3 décembre dernier. La grande majorité des chefs du Québec participaient au Sommet et ont interpellé directement à ce sujet la première ministre et les membres de son gouvernement présents.

« Les Premières Nations utilisent tous les moyens légitimes disponibles pour se faire entendre par le gouvernement provincial. Nos enjeux sont connus de tous depuis des décennies. Ils sont renforcés par des déclarations internationales, de la jurisprudence, des prises de position politique claires émanant du gouvernement du Québec lui-même : rien n'y fait.

Quand vient le temps de passer à l'action, de nous prendre en compte avec le respect que méritent nos positions, quand vient le temps de travailler avec nous à développer le territoire et ses ressources dans l'harmonie pour le bien collectif, le Québec s'esquive », déclare Ghislain Picard.

« Après le Sommet que nous avons tenu avec ce gouvernement et sa première ministre, où nous avons fait valoir clairement nos positions, le présent projet de loi sur les mines est une autre occasion ratée. »

« Je ne remets pas en cause la volonté, ni la sincérité de la première ministre. Par contre, elle devra s'impliquer personnellement dans l'essentiel et incontournable rapprochement entre le Québec et les Premières Nations sur le développement de nos territoires et nos ressources. Le Québec ne peut se permettre de négliger plus longtemps les enjeux des Premières Nations », conclut Ghislain Picard.